

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

# Tendances conjoncturelles

4<sup>e</sup> trimestre 2024

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2024, l'indicateur du climat des affaires (ICA) recule de 1,2 point pour s'établir à 94,4, un niveau en deçà de sa tendance de longue période (100). En moyenne sur 2024, l'ICA atteint 95 points.

Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité économique continue de faiblir. Les conditions sur le marché du travail sont stables globalement, mais ont commencé à se dégrader dans le secteur privé. La trésorerie des entreprises est tendue, comme le reflète le niveau des défaillances. Si les conditions de la reprise se sont matérialisées, avec une inflation désormais sous le seuil de 2 % et des coûts de refinancement en baisse, la consommation des ménages comme l'investissement peinent à redémarrer.

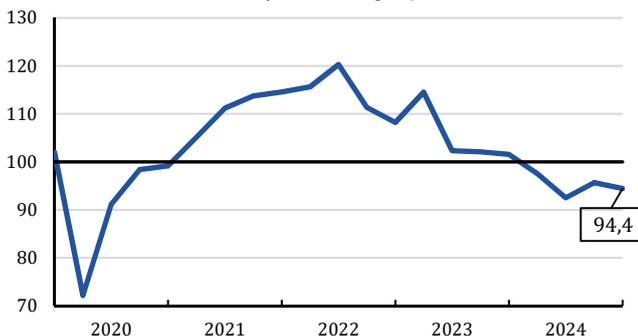
Avant même que Garance ne balaie le territoire de La Réunion, les professionnels interrogés demeuraient pessimistes s'agissant du début 2025, tous secteurs confondus.

## Le cyclone Garance frappe une économie déjà affaiblie en fin d'année

### Le climat des affaires se dégrade

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, baisse au 4<sup>e</sup> trimestre à 94,4 (- 1,2 point). Il évolue en deçà de sa moyenne de longue période depuis quatre trimestres consécutifs, suggérant que **l'économie peine à retrouver son dynamisme**.

Indicateur du climat des affaires à La Réunion  
100= moyenne de longue période



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

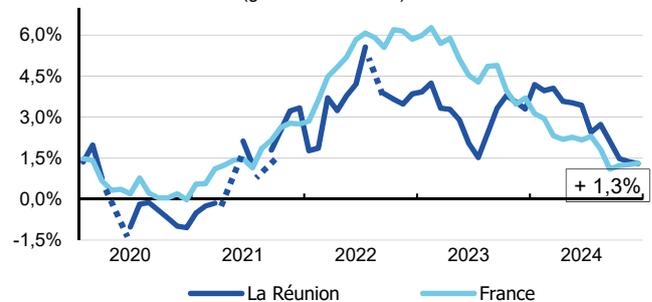
Dans le détail, l'activité ralentit sans discontinuer depuis début 2023 selon les chefs d'entreprise. Les soldes de gestion (charges d'exploitation, trésorerie et délais de paiement) demeurent négatifs et se dégradent dans l'ensemble par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre. Les prix de vente sont à nouveau en hausse, après deux trimestres de baisse successive. Les effectifs progressent légèrement ce trimestre.

Le pessimisme des chefs d'entreprises quant à l'avenir contribue significativement au recul de l'ICA. Tous les soldes d'opinion concernant le trimestre prochain sont négatifs, et en détérioration, en particulier le solde des prévisions d'investissement. Le passage de Garance devrait encore significativement affecter ce climat au trimestre prochain.

### L'inflation sous le seuil de 2 %

L'inflation continue de ralentir à La Réunion. Les prix y progressent de 1,3 % en glissement annuel à fin décembre (après +2,1 % à fin septembre), comme dans l'Hexagone. Sur un an, les prix du tabac (+7,9 %), de l'alimentation (+2,3 %) et des services (+1,9 %) connaissent les hausses les plus marquées.

Indice des prix à la consommation  
(glissement annuel)



Source : Insee, IPC - ©IEDOM

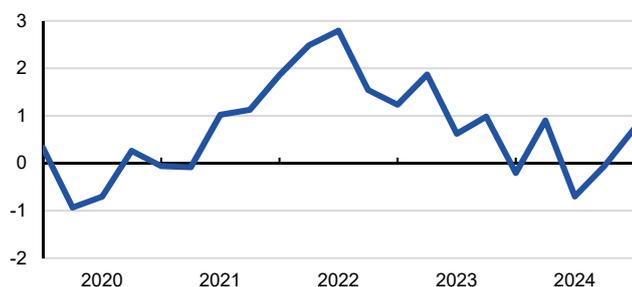
Les prix des services restent le plus gros contributeur à l'évolution de l'indice général des prix (+0,9 point de pourcentage). Les prix des produits manufacturés ont contribué à la modération de l'inflation (+0,1 % pour contribution nulle). Les prix de l'énergie reculent quant à eux de 0,5 % (soit une contribution de 0,0 pp), dans le sillage de la détente des prix des produits pétroliers (- 7,5 % sur un an).

Selon les chefs d'entreprises interrogés dans l'enquête de conjoncture, les prix de vente stagneraient pour le trimestre à venir.

### Le marché du travail stagne

Les conditions sur le marché du travail ne s'améliorent pas sur le trimestre. Les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture signalent une légère hausse de leurs effectifs, après deux trimestres consécutifs de baisse.

Solde d'opinion concernant l'évolution des effectifs



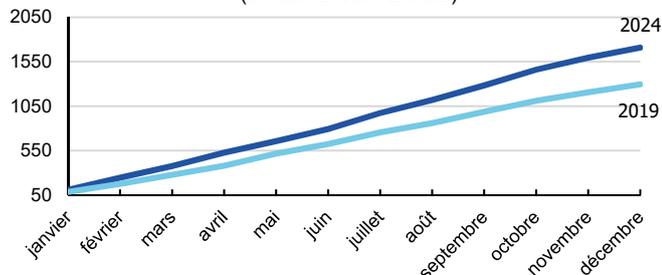
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Mais d'autres indicateurs sont moins bien orientés : le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A augmente ainsi de 1,0 % sur le trimestre (données CVS) pour atteindre 115 460 personnes. Le secteur marchand a déjà commencé à perdre des emplois (-351) au 3<sup>e</sup> trimestre. Par ailleurs, le nombre d'emplois intérimaires continue de reculer de 14,5 % sur l'année. Le nombre de contrats aidés en parcours emploi compétence (PEC) diminue sur le trimestre (-9,4 %).

### Une consommation privée encore faible

La consommation des ménages réunionnais reste faible, en particulier s'agissant des biens. Les chefs d'entreprise du secteur du commerce répondant à l'enquête de conjoncture continuent de déclarer une forte détérioration de leur activité pour le 5<sup>e</sup> trimestre consécutif.

Dossiers déposés à la commission de surendettement (en cumul sur 12 mois)



Source : Baromètre mensuel de l'inclusion financière de l'IEDOM - © IEDOM

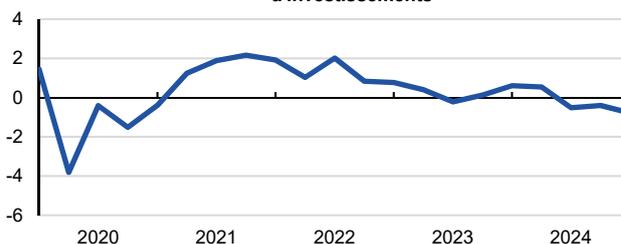
Dans le secteur automobile, ils notent que le marché est instable et imprévisible, à moyen comme à long terme. Les ventes de véhicules neufs, mesurées par le nombre

d'immatriculations, est en baisse de 15,9 % en glissement annuel (données CVS). Par ailleurs, les importations de biens de consommation durables reculent sur le trimestre (- 8,6 %). La vulnérabilité financière des ménages reste élevée. Le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement à l'IEDOM augmente de 28,8 % sur un an pour atteindre 1 709 dossiers. Ce niveau est supérieur de 32,0 % au nombre de dossiers déposés en 2019 (1 295), dernière année de référence hors crise sanitaire.

### Pessimisme de l'investissement

Les prévisions d'investissement à 12 mois déclarées par les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture demeurent pessimistes. Le solde d'opinion se dégrade de nouveau ce trimestre pour atteindre son niveau le plus bas hors période covid.

Solde d'opinion concernant les prévisions d'investissements



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

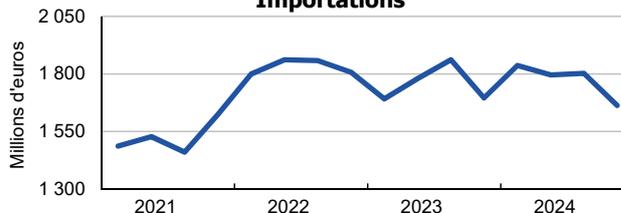
Dans son ensemble, la vulnérabilité des entreprises est toujours importante. Le nombre d'entreprises en défaillance augmente de 29,5 % en cumul sur l'année par rapport à l'année précédente.

Point positif, le coût de refinancement bancaire reste sur une tendance baissière par rapport au début de l'année 2024 et produit ses premiers effets sur le crédit (les encours de crédits à l'investissement se redressent à +3,5 % sur un an au T4 après -6,7 % au T3). Le rebond des transactions immobilières paraît également encourageant (le nombre de ventes dans l'ancien augmente de 23,2 % ce trimestre et retrouve des niveaux proches de début 2023).

### Fléchissement des échanges extérieurs

Le niveau des importations baisse sur le trimestre (-7,7 %, en valeur, CVS) après une stagnation au trimestre précédent (+0,4 %). Cette évolution est le résultat d'un recul de toutes les composantes. Notamment, les biens de consommation non durables (-6,4 %) en lien avec le ralentissement de la consommation des ménages et d'autres parts, de la baisse des importations de biens intermédiaires (-7,6 %, données CVS) et d'investissements (-7,2 %, données CVS).

Importations



Source : Douanes, CVS IEDOM - ©IEDOM

Après un sursaut au 3<sup>e</sup> trimestre, les exportations baissent de 27,6 % (en valeur, données CVS). Cette évolution découle de

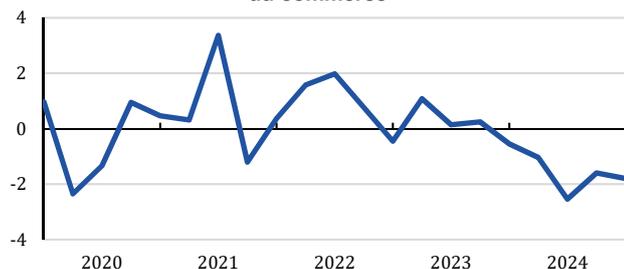
la diminution des exportations de biens d'investissements (- 64,8 %, en valeur CVS), notamment celles de la construction aéronautique et spatiale, en raison d'échanges de matériaux pour maintenance. Elle s'explique également par un recul des biens de consommation durables (-36,7 % en valeur, CVS).

Les exportations de IAA évoluent dans le même sens sur le trimestre (-8,7%, en valeur CVS).

## Une conjoncture globalement peu porteuse, en particulier pour le commerce

Les chefs d'entreprises du secteur du **commerce** déclarent les niveaux d'activité les plus dégradés. Les recettes d'octroi de mer, en recul sur le trimestre de 3,4 % (données CVS), reflètent ces mauvaises performances. Les entrepreneurs estiment, en moyenne, que leur chiffre d'affaires a diminué sur l'année (-1,2 %).

Solde d'opinion concernant l'activité du secteur du commerce

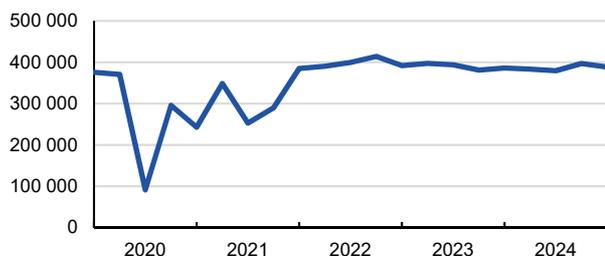


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - ©IEDOM

Les chefs d'entreprises du secteur des **industries manufacturières** continuent de déclarer une dégradation de leur activité pour le troisième trimestre consécutif, mais celle-ci est désormais faible. Selon les enquêtés, le chiffre d'affaires du secteur baisserait en moyenne de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Tous les soldes de gestion (trésorerie, charges et délais de paiement) sont négatifs, comme les effectifs déclarés. En revanche, les chefs d'entreprises sont optimistes quant aux prévisions d'investissements sur les 12 prochains mois. Ils devraient probablement réviser leur jugement après le passage de Garance.

Selon les chefs d'entreprise, le volume d'activité dans le secteur du **tourisme** se dégrade légèrement ce trimestre. Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie reflète cette tendance. Celui-ci se dégrade de 2,1 % sur le trimestre, à 388 421 nuitées (CVS). Le taux d'occupation a également baissé de 1,35 point par rapport au trimestre précédent. En revanche, les chefs d'entreprises demeurent positifs sur l'année puisqu'ils déclarent une hausse moyenne de leur chiffre d'affaires de 3,2 % sur un an.

Nombre de nuitées hôtelières



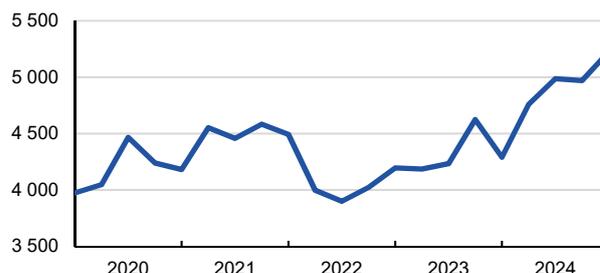
Source : Insee, CVS IEDOM - ©IEDOM

Les entrepreneurs du secteur des **services marchands** déclarent une stagnation de leur activité, à des niveaux

similaires à ceux observés aux trimestres précédents. Le niveau de trésorerie continue de se dégrader, depuis un an désormais. Les chefs d'entreprises semblent pessimistes sur un an au regard de la détérioration des prévisions d'investissement sur 12 mois. Ils estiment en moyenne que leur chiffre d'affaires a diminué de 0,6 % en 2024.

Les entrepreneurs du secteur de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires (IAA)** déclarent une augmentation de leur activité sur le trimestre. En effet, les abattages de volailles et de bovins sont en hausse (+5,2 % et +2,7 % respectivement, données CVS). Néanmoins, sur l'année, les chefs d'entreprises déclarent une progression moyenne de - 0,6 % de leur chiffre d'affaires. Par ailleurs, ils semblent très pessimistes quant à l'évolution de l'activité en début d'année 2025, un jugement qui devrait se matérialiser avec le passage de Garance.

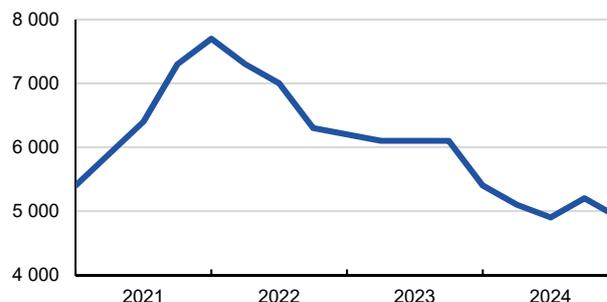
Évolution du nombre d'abattages volailles



Source : Ariv - ©IEDOM

Les chefs d'entreprises du secteur de **la construction et des travaux publics** témoignent d'une légère amélioration de leur activité pour la première fois depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2023. En revanche, l'activité sur l'année 2024 a été peu dynamique : les entrepreneurs déclarent en moyenne un recul de leur chiffre d'affaires (-4,3 %). Cette tendance se reflète dans l'évolution nombre de logements autorisés et mis en chantier (respectivement - 7,2 % et - 5,2 %, données CVS). Les entrepreneurs restent pessimistes au regard des prévisions d'investissements sur 12 mois qui sont négatives.

Évolution des logements mis en chantier



Source : Deal Réunion, cumul annuel - ©IEDOM

## Des croissances contrastées et sous pression inflationnistes

**En Afrique du Sud**, la croissance économique a enregistré une baisse de 0,3 % au troisième trimestre en glissement annuel. L'activité économique a encore diminué dans le secteur primaire, tandis que la production des secteurs secondaire et tertiaire a progressé à un rythme plus lent. L'inflation globale des prix à la consommation a baissé pour atteindre son plus bas niveau à 2,8 % en octobre 2024. Par ailleurs, le taux de chômage a baissé à 32,1 % au troisième trimestre 2024.

**À Madagascar**, selon la Banque centrale, la croissance économique est estimée à 4,4 % en 2024, soutenue par les secteurs du commerce, du BTP et des services. Toutefois, la persistance de l'inflation au deuxième semestre demeure un enjeu majeur, atteignant 8,6 % en glissement annuel à fin 2024. Cette progression provient principalement des produits locaux, représentant une large part du panier à la consommation, consécutivement à la hausse des coûts de production. Face à cette conjoncture, la Banque centrale maintient son taux directeur à 9,5 %. La croissance sur l'année 2025 est estimée à 5 %.

**À Maurice**, la croissance du PIB pour l'année 2024 est estimée à 5,1 %, après une hausse de 5,6 % en 2023, selon le Bureau statistique. Cette évolution est tirée par des secteurs clés tels que la construction, les services financiers, le tourisme et le commerce. Pour 2025, la Banque Centrale prévoit une croissance du PIB variant entre 3,5 % et 4,0 %. Cependant, les risques d'inflation demeurent en raison des pressions sur les prix importés. Le taux d'inflation atteint 3,6 % en décembre 2024 contraignant la Banque Centrale à relever son taux directeur de 50 points de base, à 4,5 %.

**Aux Seychelles**, au dernier trimestre 2024, l'inflation s'établit à 1,7 % sur un an. Dans ce contexte, la Banque centrale seychelloise maintient son taux directeur à 1,75 % pour le premier trimestre 2025. La fréquentation touristique continue de reculer sur l'année (-5,7 %) mais reste néanmoins en progression par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (+25,3 %).

**Aux Comores**, l'activité économique s'est dynamisée sur le 3<sup>e</sup> trimestre 2024. Le commerce extérieur progresse de manière contrastée avec une forte hausse des exportations (+74,3 %) et une légère augmentation des importations (+0,2 %). L'inflation moyenne a augmenté de 2,1% par rapport au deuxième trimestre 2024 en raison de la persistance des pénuries des produits de première nécessité.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

## La croissance mondiale est hétérogène et incertaine

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2025, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2024. Elle devrait s'élever à 3,3 % en 2025 et se maintenir à ce niveau en 2026, soit un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % entre 2000 et 2019). L'inflation globale devrait continuer de ralentir : après avoir atteint 5,7 % en 2024, elle devrait s'établir à 4,2 % en 2025 puis 3,5 % en 2026. Les prix des produits de base énergétiques devraient diminuer de 2,6 % en 2025, grâce au recul des cours du pétrole lié à la faiblesse de la demande chinoise combinée à une offre plus importante.

Ces projections masquent toutefois des disparités importantes selon les régions. **Aux États-Unis**, la dynamique économique reste vigoureuse : +2,8 % en 2024 (après +2,9 % en 2023). La croissance américaine est portée par une demande intérieure forte grâce au desserrement de sa politique monétaire et de conditions financières favorables. Elle devrait ensuite s'établir à 2,7 % en 2025 puis 2,1 % en 2026. L'inflation devrait quant à elle se maintenir autour de la cible de 2 % en 2025 et 2026.

**Dans les autres pays**, les perspectives à court terme risquent d'être révisées à la baisse en raison de fortes incertitudes (notamment l'intensification des mesures protectionnistes et conflits au Moyen-Orient et en Ukraine).

**Dans la zone euro**, la croissance reste morose, le PIB enregistrant une hausse de 0,8 % en 2024 après une croissance faible de +0,4 % en 2023. Cette situation diverge selon les pays européens, le PIB allemand se contractant de nouveau (-0,2 % après -0,3 %) tandis qu'en Espagne, la croissance est plus vigoureuse (+3,1 % après +2,7 %). Les tensions géopolitiques continuent d'impacter le moral des agents économiques européens tandis que l'incertitude pèse sur les perspectives de croissance dans la zone (+1,0 % en 2025). Elle devrait toutefois s'accélérer en 2026 (+1,4 %), portée par la hausse de la demande intérieure grâce à l'amélioration de la confiance et de l'assouplissement des conditions de financement.

**En France**, la croissance du PIB reste stable en 2024 (+1,1 %). La consommation des ménages progresse au même rythme (+0,9 %) tandis que l'investissement recule (-1,5 %, après +0,7 % en 2023), notamment dans la construction et les produits manufacturés. Le commerce extérieur contribue de nouveau positivement à la variation du PIB malgré le ralentissement des exportations grâce au recul des importations (-1,1 %). À fin décembre 2024, l'inflation s'élève à 1,3 %. Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2025 (+0,8 %) puis une accélération modeste en 2026 (+1,1 %).

**Au Japon**, l'économie recule (-0,2 %) en 2024 en raison de la contraction de la production et d'un effet de base, les facteurs ayant stimulé l'économie en 2023 (notamment le regain du tourisme) s'étant estompés. Selon les estimations du FMI, l'activité économique devrait se redresser en 2025 (+1,1 %) et ralentir en 2026 (+0,8 %).

Enfin, **la croissance dans les pays émergents et en développement** (+4,2 % en 2024) devrait se maintenir jusqu'à 2026. En Chine, la croissance (+4,7 % en 2024) est inférieure à celle de 2023 (+5,2 %) en raison du ralentissement de la consommation, dans un contexte de confiance en berne, d'incertitudes entourant les politiques commerciales et de contraction du marché immobilier. Elle devrait rester stable en 2025 et 2026.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : P. La Cognata ■ Responsable de la rédaction : N. Gopalraja

Rédaction : T. Cabello